La fin justifie les moyens?

Par JFB le mar 16/11/2010 - 10:50

Les premières conséquences des mesures fiscales et économiques du gouvernement

Le projet de loi relatif à la taxation des secteurs des télécommunications, de l'énergie et de la grande distribution déposé par les députés du Fidesz János Lázár et Antal Rogán a été adopté par le Parlement le 18 octobre dernier. Outre les taxes de crise, la suspension temporaire des versements publics aux fonds de pension constitue l'une des autres mesures prises par le gouvernement avec pour objectif de ne pas dépasser le déficit budgétaire fixé à 3,8% cette année. Ces initiatives sont loin de faire l'unanimité parmi les parties concernées. Quelles sont les conséquences de ces mesures?

Les deux sociétés les plus touchées par la taxe de crise, l'entreprise de télécommunications Magyar Telekom (32 milliards de HUF) et la compagnie de pétrole et de gaz MOL Zrt. (20 milliards de HUF) dépenseront moins pour le développement et les investissements, comme elles l'ont annoncé récemment au journal HVG. De son côté, István Kutas, représentant de la société de l'électricité et du gaz E.ON Hungária Zrt. a déclaré que E.ON ferait tout son possible afin de maintenir les investissements nécessaires pour la sécurité de l'approvisionnement. La compagnie va ainsi assurer la distribution du gaz, l'entretien et le développement des réseaux. M. Kutas a tout de même ajouté qu'il ne voit aucune chance pour l'augmentation des recettes et du profit.

En revanche, selon la société de télécommunications Vodafone Magyarország Zrt., l'introduction de cet impôt de crise met en péril le développement des services mobiles de troisième et quatrième générations nécessaires pour accroître la compétitivité du pays.

En ce qui concerne la grande distribution, Attila Fodor, représentant la chaîne de magasins d'alimentation CBA, a indiqué au portail [hírszerzo.hu] que les prix n'augmenteraient pas. Il espère en outre que la diminution de l'impôt sur le revenu générera une hausse du pouvoir d'achat. Selon lui, aucun acteur du marché ne peut

se permettre une augmentation de prix en raison d’une forte concurrence et de la baisse de la consommation. Quant à Tesco Zrt., il a précisé dans un communiqué que cet impôt de crise exercerait un impact négatif sur les investissements et la création d’emplois. Selon les responsables de cette enseigne, les mesures économiques du gouvernement ont pour conséquence de rendre les marchés incertains, ce qui nuit à l'image du pays alors même que la Hongrie a besoin des investissements étrangers et des emplois ainsi créés.

Après l’annonce de l’arrêt provisoire des versements publics aux fonds de pension, le cours de certaines actions a commencé à baisser. Selon les informations du journal Napi Gazdaság, les fonds ont décidé de vendre certaines actions afin d’être prêt à payer leurs membres qui choisiraient de retourner au système de retraites par répartition. Ils ont également commencé à renseigner leur clientèle mais les conditions de changement n'étant pas encore très claires, les fonds demandent à leurs clients d’attendre jusqu’à ce que les détails soient précisés.

Néanmoins, ils ajoutent que le retour au système par répartition peut être risqué car celui-ci est soumis aux choix politiques de l’actuel gouvernement. Selon la loi, les détails doivent être réglés dans un décret du gouvernement et les conditions de changement seront rendues publiques le 31 mars 2011 au plus tard.

Dans le même temps, les différents moyens que le gouvernement veut employer pour encourager les gens à verser leurs cotisations de retraite à l'État ne sont pas encore connues. Cependant, le gouvernement semble être sûr du retour massif des cotisants car le Premier ministre Viktor Orbán a déclaré que les fonds de pension privés pourraient complètement disparaître du système des retraites dans peu de temps.

Mais l’élan du gouvernement ne semble pas s’arrêter là. D’après les nouvelles les plus récentes, il augmenterait les cotisations de retraite de 9,5 à 10% à partir de janvier 2011. Les experts affirment que cette hausse des cotisations réduira l’effet de la diminution d’impôt sur le revenu, surtout dans le cas de ceux qui gagnent un salaire proche du SMIC.

Le ministre de l’économie nationale, György Matolcsy, a quant à lui déclaré que le gouvernement garantirait les retraites et que les taxes de crise ne toucheraient ni les personnes ni les familles. La situation actuelle présente toutefois une ressemblance frappante avec les déclarations précédant l’introduction de la

nouvelle taxe bancaire. A ce propos, le portail [bankometer.hu] a récemment comparé les frais des comptes de 24 banques. Selon l’étude, après l’annonce de la taxe bancaire, les frais des virements effectués dans une agence bancaire ont augmenté en moyenne de 10 à 12% tandis que ceux réglés par Internet de presque 30%. De plus, après le paiement du premier versement de la taxe par les banques, fin septembre, les frais de gestion des comptes bancaires ont connu une hausse de 12%. Reste donc à savoir si les mesures vont dans le bon sens...

Máté Kovács

- Catégorie
Agenda Culturel